

Communiqué du Conseil d'Etat

12 mai 2010

La version Internet fait foi

Sommaire

Genève-Confédération	4
Réseau ferroviaire des CFF : plus de moyens, mais pas n'importe comment	4
Genève	5
Crédit d'investissement de 74 millions de francs pour la troisième étape de la maternité	5
Carouge : plan localisé de quartier offrant un potentiel de quarante-cinq logements	5
Meyrin, Vandœuvres et Lancy : nouvelles dénominations de rues	6
Nouvelle conseillère municipale dans la commune de Collonge-Bellerive.....	6
Nominations.....	7
Agenda des invitations à la presse	8

Réseau ferroviaire des CFF : plus de moyens, mais pas n'importe comment

Dans sa réponse à une consultation du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) relative à la convention de prestations entre la Confédération et les CFF pour les années 2011-2012, le Conseil d'Etat a salué la mise à disposition de moyens financiers supplémentaires de l'ordre de 3,29 milliards de francs pour l'entretien du réseau ferroviaire des CFF. Alors que le réseau ferroviaire suisse est toujours plus sollicité et soumis à une demande croissante, il devient en effet indispensable d'adapter les moyens financiers destinés à en maintenir la substance et la qualité.

En revanche, le Conseil d'Etat a fait part de son opposition à la réduction de l'alimentation du Fonds pour les transports publics (FTP) destinée à financer l'augmentation de l'enveloppe de la convention de prestations. Le FTP finance le fonds d'infrastructure et les projets d'agglomération. Alors que ce fonds est déjà affaibli et que la Confédération envisage de demander aux cantons de préfinancer les projets qui lui sont liés, cette ponction reviendrait à aggraver encore la situation du FTP et mettre ainsi en péril des projets structurants de première importance.

Pour toute information complémentaire : M. Christophe Genoud, secrétaire général adjoint chargé du domaine de la mobilité, DIM, ☎ 022 327 25 06.

Crédit d'investissement de 74 millions de francs pour la troisième étape de la maternité

Le gouvernement a transmis au Grand Conseil un projet de loi ouvrant un crédit d'investissement de 73,726 millions de francs pour la construction et l'équipement de la troisième étape de la maternité (phase 3.3).

L'étape 3.3 consiste à démolir l'aile ouest et construire, en prolongement de la phase 3.1 (voir [communiqué du 22 mars 2010](#)), un bâtiment respectant le nouvel alignement fixé sur le boulevard de la Cluse, comprenant un sous-sol, un rez-de-chaussée et six étages. Ce bâtiment abritera six salles d'accouchement, une salle de réanimation, une salle de césarienne, onze chambres de néonatalogie et quinze chambres patientes à deux lits.

Depuis 1993, la maternité fait l'objet d'un large programme de rénovation et d'agrandissement de ses bâtiments et installations au bénéfice de son activité hospitalière et ambulatoire. Ce programme a été réparti en quatre étapes. La première étape (1997) a consisté à mettre en exploitation un bâtiment de soixante-deux lits. La deuxième (2003) visait à rénover partiellement l'ancienne maternité. La troisième étape est décomposée en trois phases, dont la première a été achevée en mars 2010 et la deuxième le sera en 2011. Le début des travaux pour la phase 3.3 est prévu début 2012 et la remise des locaux aux utilisateurs au printemps 2014. La quatrième étape consistera, à l'horizon 2015, à terminer la rénovation de l'ancienne maternité, qui abritera les policliniques et les soins ambulatoires.

Pour toute information complémentaire : M. Laurent Séchaud, chef de projets, direction des investissements, du patrimoine et des actifs, office des bâtiments, DCTI, ☎ 022 546 62 39.

Carouge : plan localisé de quartier offrant un potentiel de quarante-cinq logements



Le Conseil d'Etat a adopté un plan localisé de quartier portant sur des terrains appartenant à divers propriétaires privés, situés sur le territoire de la ville de Carouge, dans un périmètre d'une superficie d'environ 3400 m² délimité par la rue Joseph-Girard et la rue du Tunnel.

Destiné à permettre la transformation d'un tissu d'ateliers en un quartier d'habitat collectif plus dense, ce projet prévoit la construction de deux bâtiments avec des gabarits de trois étages plus superstructure (attique) sur rez-de-chaussée, totalisant quarante-cinq logements. Des activités sont en outre prévues au rez-de-chaussée de chaque bâtiment.

Ce projet est conforme aux objectifs du « Plan guide Carouge Est » élaboré à l'initiative de la Ville de Carouge. Il a obtenu un préavis favorable du Conseil municipal le 17 septembre 2009. Aucune opposition n'a été formulée dans le cadre de la procédure d'opposition ouverte en février 2010.

Dès la publication de l'arrêté du Conseil d'Etat dans la Feuille d'avis officielle (FAO), le plan sera disponible sur le site internet officiel de l'Etat de Genève : www.ge.ch/amenagement/plansadoptes.

Pour toute information complémentaire : M. Xavier de Rivaz, directeur du service des plans d'affectation et requêtes, direction générale de l'aménagement du territoire, DCTI, ☎ 022 546 73 13.

Meyrin, Vandœuvres et Lancy : nouvelles dénominations de rues

Sur proposition de la commune de Meyrin, le Conseil d'Etat a donné les noms de « viaduc Lect », « pont du Jardin-Alpin » et « tranchée couverte de Meyrin-Village » à trois nouveaux ouvrages d'art situés sur le territoire de la commune. L'entrée en vigueur de ces dénominations est immédiate.



Par ailleurs, sur proposition de la commune de Vandœuvres, le gouvernement a donné le nom de « chemin Germaine-Tournier » au chemin commençant à la route de Pressy et finissant au chemin des Princes. Cette dénomination est donnée en hommage à la musicienne et comédienne créatrice de la Fondation Johnny Aubert-Tournier « Maisons Mainou », sise sur le territoire de la commune.

Enfin, le Conseil d'Etat a suivi la proposition de la commune de Lancy en donnant le nom de « chemin de Compostelle » à la nouvelle artère sans issue débutant à la hauteur du n° 33 de la route de la Chapelle et traversant la partie située sur Lancy du futur quartier La Chapelle-Les Sciers. La raison de cette dénomination est la proximité directe de ce chemin avec le parcours des pèlerins se rendant à Saint-Jacques de Compostelle.



Ces dénominations ont été préalablement approuvées par la commission cantonale de nomenclature et – à l'exception des ouvrages d'art situés sur la commune de Meyrin – entrent en vigueur le 1^{er} août 2010.

Pour toute information complémentaire : M. Laurent Niggeler, président de la commission de nomenclature, DIM, ☎ 022 546 72 01.

Nouvelle conseillère municipale dans la commune de Collonge-Bellerive



Le Conseil d'Etat a proclamé Mme **Ornella Grillet** élue sans scrutin à la fonction de conseillère municipale de la commune de Collonge-Bellerive.

Cette élection fait suite à la démission de M. Christophe-Xavier Clivaz. La candidature de Mme Grillet est la seule à avoir été proposée dans le délai imparti par la majorité des signataires de la liste « Les Démocrates-Chrétiens », dont est issu le démissionnaire.



Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA, ☎ 022 327 22 00.

Nominations

Adaptation de la composition du comité directeur du SITG au nouvel organigramme de l'Etat

Le Conseil d'Etat a désigné MM. **Jean-Marie Leclerc**, directeur général du centre des technologies de l'information (département des constructions et technologies de l'information – DCTI), et **Philippe Minier**, conseiller en systèmes d'information au département de la sécurité, de la police et de l'environnement (DSPE), en qualité de représentants de l'Etat de Genève au sein du comité directeur du Système d'information du territoire genevois (SITG). Le gouvernement a également pris acte du fait que le géomètre cantonal, M. **Laurent Niggeler**, siège de droit dans ce comité, conformément à la [charte du SITG](#) (art. 4, al. 2).

Avec la nouvelle répartition des départements, les plus concernés par les prestations du SITG sont le département de l'intérieur et de la mobilité (DIM) pour la mobilité, l'eau, la nature, le paysage et l'agriculture, le DCTI pour l'aménagement du territoire et le DSPE pour l'environnement.

Le SITG propose à l'intention du public et des professionnels des informations à travers des guichets cartographiques virtuels, des services internet et des extraits de données selon des formats « standards ».

Pour tout renseignement complémentaire : M. François Mumenthaler, directeur du service de l'organisation et des systèmes d'information, DIM, ☎ 022 546 72 71.

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
18 mai 10h30	Genève en 3D	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DIM	Yves Bellégo ☎ 022 546 76 06
2 juin 10h30	Mise à l'enquête publique du PLQ des Vergers, à Meyrin	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DCTI	Nicole Bovard Briki ☎ 022 327 31 25 ou 079 240 83 72
3 juin 11h00	Développements immobiliers en faveur de la Genève internationale	Club suisse de la presse 106, route de Ferney	DCTI	Rafaèle Gross ☎ 022 327 31 24
7 juin 10h00	Présentation du programme de législature 2010-2013 du Conseil d'Etat	<i>Sera communiqué ultérieurement</i>	CE	Nicolas Merckling (CHA) ☎ 022 327 90 80
8 juin 11h00	Inauguration de l'embouchure renaturée de la Versoix	Embouchure de la Versoix Parc de la Bécassine 10, route de Suisse	DIM	Grégoire Pralong ☎ 022 546 76 13
14 juin 14h00	Nouvelle loi sur la gouvernance des établissements publics	<i>Sera communiqué ultérieurement</i>	CE	Nicolas Merckling (CHA) ☎ 022 327 90 80